

EBOLA : Isoler le virus, pas le pays

Paris, Conakry, le 6 novembre 2014

La plus grande menace pour les pays touchés par Ebola aujourd'hui n'est pas le virus, mais l'isolement qu'on leur impose. 249 organisations françaises et guinéennes appellent à une communication moins stigmatisante et plus pédagogique autour du virus. Elles demandent en outre le rétablissement des relations commerciales et de coopération avec les pays touchés.

Jusqu'à présent, l'action médiatique et la communication autour d'Ebola ne participent pas à résorber la crise. Bien au contraire. Elles alimentent fantasmes et psychoses : en Guinée, les individus touchés par Ebola, de peur d'être mis à l'index de la société, rechignent à se rendre dans les centres de santé, augmentant ainsi la propagation de la maladie.

Dans les pays non touchés, la peur du virus est telle qu'elle entraîne des mesures contre-productives. Par exemple, le Sénégal, qui a fermé sa frontière avec la Guinée, ne fait qu'encourager les passages clandestins, nuisant ainsi au contrôle sanitaire et accroissant les risques de propagation de l'épidémie.

Cet isolement est une double peine pour les pays atteints par le virus. Depuis l'apparition d'Ebola, les prix des denrées alimentaires de première nécessité ont augmenté de 24%¹ et la pénurie alimentaire gagne du terrain. Les investissements ainsi que tous les projets de développement sont à l'arrêt ou au ralenti. En Guinée, la croissance du PIB a déjà diminué de 2 à 3%. Importations et exportations ont chuté et sont devenues mêmes impossibles avec le Sénégal. Ecoles et universités sont fermées. Et le risque de déstabilisation politique est grand, notamment dans un pays qui fait ses premiers pas sur le chemin de la démocratie.

Nous demandons aujourd'hui que décideurs politiques et médias adoptent un langage de raison et une communication pédagogique, permettant de faire face aux périls et non de les aggraver. La stigmatisation des personnes atteintes ou soupçonnées de l'être et l'isolement des pays touchés doivent cesser. Les conséquences sanitaires mais aussi économiques, sociales et politiques pour la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria, pourraient sinon s'avérer pires encore.

Signataires :

France : Aide et Action, Association des Jeunes Guinéens de France (AJGF), Association Normandie Guinée, CFDT, CGT, Cités Unies France (CUF), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), Collectif Urgence Ebola Nord-Pas de Calais, Coopération Atlantique Guinée 44, Coordination des Associations Guinéennes de France (CAGF), Conseil National des Jeunes Guinéens de France (CNJGF), Educetera, Essentiel, Etudiants et Développement, GRDR, Ligue des Droits de l'Homme, Solidarité Laïque.

Guinée (les 12 premières) : Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée (CNTG), Union Syndicale des Travailleurs de Guinée (USTG), Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSC), Plateforme des Citoyens Unis pour le Développement (PCUD), Coordination Nationale de la Société Civile (CONASOG), Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée (CNOPG), Les Mêmes Droits pour Tous (MDT), Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD), Apek Agriculture, BCDora, Enfance du Globe, Association pour le Développement Communautaire.

Contact Presse : Anne Cassiot – 01 55 25 70 13

¹ selon le Programme Alimentaire Mondial